



L’Europe face à son désir d’énergie propre

Les trois quarts de l’énergie que l’on consomme en Europe abîment la planète. L’Union joue certes un rôle moteur vers une énergie plus propre. Mais le plus dur reste à faire, sur fond d’urgence climatique et de guerre.

L’énergie est dans l’ADN de l’Union européenne (UE), dès le traité de la « Communauté européenne du charbon et de l’acier » en 1951, puis Euratom, qui scelle la coopération nucléaire, en 1957. Depuis, la politique énergétique de l’Europe est devenue un vrai maquis où les priorités ont varié. Dans les années 1990, c’est haro sur les monopoles d’État. Mais l’ouverture à la concurrence n’a pas empêché le prix de l’électricité de passer, en quinze ans, de 0,18 à 0,28 € TTC le kilowattheure (kWh) en moyenne. Une hausse antérieure à la guerre en Ukraine, qui l’a aggravée. La réforme du marché, adoptée en 2023, doit éviter de nouveaux emballements. Sur un plan technique, en revanche, l’interconnexion de l’Europe et de huit pays voisins met l’UE à l’abri des grandes pannes.

Un consensus qui s’émousse

Côté gaz, l’extension de gazoducs intercontinentaux – jusqu’à la Norvège, au Royaume-Uni, à la Turquie, l’Afrique du nord et l’ex-URSS – est ancienne. Les prix ont longtemps oscillé autour de 0,04 € le kWh. Mais ils ont flambé avec l’agression russe et restent à plus du double.

Le nouvel objectif, c’est la neutralité carbone, à atteindre en 2050, selon le « Green Deal » de 2021. Pour cela, les Vingt-Sept misent sur un cocktail ambitieux. Celui-ci intègre les énergies renouvelables, qui doivent atteindre 42,5 % du mix européen en 2030. Elles n’en étaient cependant qu’à 23 % en 2022. La France, comme d’autres, est à la traîne et peste que ses centrales nucléaires, pourtant décarbonées, ne soient pas prises en compte.

En Europe, l’énergie reste écartelée entre Bruxelles et les États, où le consensus pour la transition énergétique s’émousse. « **L’impulsion donnée aux énergies vertes et à l’électricité a donné corps à une politique européenne de l’énergie**, salue Jules Nyssen, président du Syndicat français des énergies renouvelables. **Mais si le Parlement européen devient l’avocat du court terme, on peut craindre pour la transition énergétique...** » Il appelle donc à ce que l’Europe ne soit pas seulement une « **productrice de normes** », mais qu’elle apporte, aussi, un soutien financier à la transition.

Marie Toussaint, eurodéputée écologiste française, estime, elle, qu’il faut aller « **plus vite** » dans le verdissement. D’autant que les hydrocarbures alourdissent encore et toujours la

part de l’énergie importée : 62,5 % en 2022 contre 50 % en 1990.

« Il ne faut pas que cela aboutisse à plus de fermetures d’usines »

Le Parti populaire européen (PPE) majoritaire veut au contraire freiner, jugeant « **facile** » de « **fixer un chiffre sans s’assurer que la transition se réalise** ». Quant au gouvernement français, traumatisé par la révolte des Gilets jaunes contre une taxe sur le carburant, il a cosigné, avec dix autres États, un appel à une transition « **économiquement réalisable** ». Paris, qui redoute que la transition écologique alimente le vote Rassemblement national, joue la montre sur les énergies renouvelables et mise sur l’arrivée d’une nouvelle Commission plus souple après les élections de juin.

L’Union devra aussi réduire sa consommation globale d’énergie. En 2030, celle-ci devra avoir chuté de 15 % par rapport à aujourd’hui. « **Il ne faut pas que tout ceci aboutisse à plus de fermetures d’usines. Malheureusement, c’est déjà le cas** », avertit Guillaume de Goÿs, de l’Union des industries utilisatrices d’énergie (Uniden).

André THOMAS.



L’essor des énergies renouvelables est incontestable en Europe, et pourtant, on est encore loin du but.

PHOTO : FRANCK DUBRAY, OUEST FRANCE

De grandes réussites mais une « mise à jour » nécessaire

Entretien

Michel Derdevet, président du groupe de réflexion Confrontations Europe et de la Maison de l’Europe, à Paris.

L’Union européenne s’est créée autour de l’énergie. Pourquoi a-t-elle laissé se développer une dépendance aux fossiles importés, à la Russie, aux panneaux solaires chinois, au gaz américain...

Parce qu’on a oublié que l’énergie est un instrument de puissance. Face à la Russie, les Européens ont été d’une grande naïveté. Nous avons aveuglément installé, notamment en Allemagne, une dépendance énergétique majeure. Malgré des alertes en 2007, 2008, 2009, le projet Nord Stream 2 a été lancé. Et, le 24 février 2022 (*invasion de l’Ukraine par la Russie*), l’Europe s’est réveillée avec la guele de bois !

A-t-on réduit nos importations ?

L’Europe importait, en 2020, 58 % de son énergie sous forme de fossiles, qui lui coûtent 300 millions d’euros par jour ! Et cette dépendance va croissant. Mais ce sujet est éclipsé par des affrontements stériles entre Européens, notamment à propos du nucléaire.

N’est-il pas normal que les pays qui ne veulent pas de nucléaire aient leur mot à dire ?

Certes, mais cela ne doit pas devenir bloquant. La réduction des émissions de CO₂ contre l’emballement climatique doit primer.

La guerre en Ukraine a fait flamber les prix et nous a fait craindre le black-out. L’Europe de l’énergie n’est-elle pas fragile ?

Depuis 1951, le système électrique européen a abouti à l’interconnexion de trente-cinq pays, dont la Moldavie



Michel Derdevet a été dirigeant chez EDF, Enedis et RTE.

PHOTO : MAISON DE L’EUROPE

et l’Ukraine, raccordés trois semaines après l’agression russe. Cette interconnexion est une grande réussite qui nous a évité des pannes majeures.

Mais le prix de l’électricité s’est emballé...

Le marché européen est imparfait, parce qu’il ne permet pas de vision de long terme. Il faut l’améliorer pour que les investissements nécessaires à la transition énergétique soient garantis. C’est l’objet de la réforme engagée. Mais il ne faut pas jeter le bébé avec l’eau du bain.

L’Europe montre donc la voie ?

Oui, sans conteste. Quel est le continent qui a évoqué la neutralité carbone le premier ? Qui a diminué de 37 % les émissions de l’industrie grâce à des quotas carbone ? Nous n’avons à rougir ni du bilan, ni du cap fixé.

L’essor des renouvelables nous expose-t-il à un risque de black-out et à une flambée du prix de l’électricité ?

Cela fait évoluer le modèle, mais ce n’est pas un élément de fragilisation. Le coût des renouvelables a chuté ces

vingt dernières années. Quant à la sécurité d’approvisionnement, l’essor des renouvelables (*par nature dépendantes des conditions météo*) devra s’accompagner parallèlement de moyens pilotables (*avec une énergie disponible en continu*). Nous en disposons, grâce au nucléaire, aux stations de pompage et à l’hydrogène. Mais il faut également investir dans les réseaux et les infrastructures. Et ça, c’est un angle mort de la politique européenne.

Vous évoquez un défaut de cohérence de l’Union, qui a compétence pour fixer un cap, mais laisse aux États membres le droit de choisir leur énergie. Faut-il revoir cela ?

L’Europe s’apprête à vivre, le 9 juin, un moment démocratique, il y a peut-être un *aggiornamento*, une « mise à jour » à imaginer, en vue de modifier les traités, pour avancer sur les sujets prioritaires. Pouvoir apporter de l’électricité, du gaz, à un prix abordable, c’est vital.

Recueilli par A. T.

La version intégrale de cet entretien est à retrouver sur [ouest-france.fr](https://www.ouest-france.fr)

Le pays champion des énergies vertes relance le nucléaire

Stockholm.

De notre correspondant

Il suffit d’avoir une vue dégagée de Stockholm pour repérer une longue cheminée blanche qui lâche parfois un panache de fumée. Ce n’est pas une usine, mais le plus grand centre de chauffage et de refroidissement urbain au monde. Il permet de chauffer 100 000 foyers, notamment grâce à la récupération de la chaleur des eaux usées.

En Suède, les énergies fossiles alimentent moins de 5 % de la demande en chauffage, contre plus de 60 % en France. Le royaume scandinave est le pays de l’Union européenne où la part de l’énergie d’origine renouvelable est la plus élevée : 66 %, contre 20 % en France.

Production hydroélectrique

Il a même fait mieux dans le passé. « **En 1958, la production d’électricité était à 100 % renouvelable**, confirme Lennart Söder, professeur à l’École royale polytechnique. **La production électrique provenait exclusivement des barrages dans le nord du pays.** » Aujourd’hui, la production hydroélectrique est toujours la première source d’électricité, suivie du nucléaire et de l’éolien. Cette spécificité a permis à la Suède de bénéficier d’une source décarbonée et à bas coût.

« **Avec le premier choc pétrolier de 1973, les industriels ont été accompagnés par le gouvernement pour réduire l’usage du pétrole et améliorer l’efficacité énergétique** », détaille Lars J. Nilsson, professeur spécialiste des énergies à l’université de Lund.

Selon lui, ces solutions sont transposables en dehors de la Suède. « Ici, l’écrasante majorité des appartements est connectée à des réseaux de chauffage urbain. La chaleur est produite dans des centrales utilisant, par exemple, des



La Suède détient le record des énergies renouvelables en Europe, grâce notamment à ses barrages hydroélectriques et ses réseaux de chauffage urbain.

PHOTO : FREDRICK SANDBERG VIA REUTERS

déchets de l’industrie du bois ou l’incinération des déchets. »

Alors que les factures de chauffage ont explosé en France en 2021, Marcus, étudiant en thèse de biologie à Stockholm, n’a pas eu à se soucier un instant de sa facture d’électricité. « **Le chauffage est commun dans tout le bâtiment et inclus dans mon loyer. Pour être honnête, je n’ai vu aucune différence ces dernières années** », rapporte-t-il.

L’agression russe a rebattu les cartes

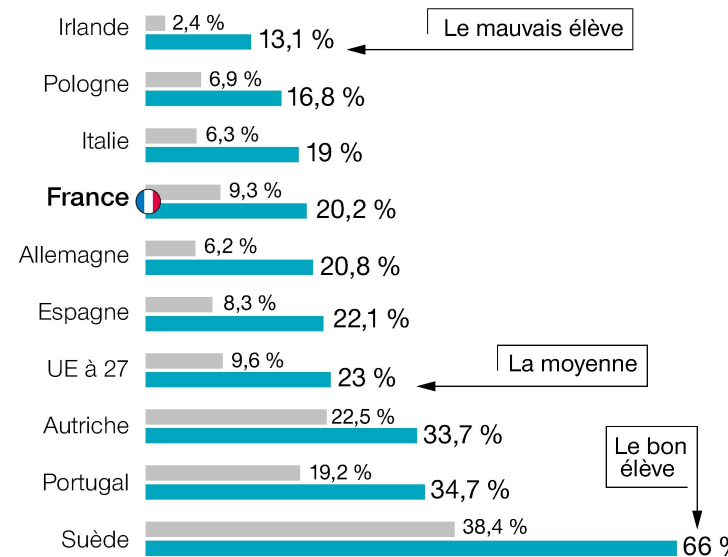
Selon Lars J. Nilsson, l’augmentation du coût de l’électricité a eu « **peu d’effet pour les Suédois, en comparaison du Royaume-Uni ou de la France. Ici, ceux qui ont fait les frais de l’augmentation du coût de l’électricité sont plutôt les propriétaires de maisons individuelles, non raccordées au chauffage urbain.** »

Après la catastrophe de Three Mile Island (États-Unis) en 1979, la Suède avait décidé une rupture avec le nucléaire, accélérée en 2021 en raison de son coût d’exploitation. Mais, en 2022, la guerre en Ukraine a replacé l’énergie au cœur de la campagne des dernières élections générales. Le sujet a contribué à porter au pouvoir une nouvelle majorité conservatrice, favorable à la relance du nucléaire.

Le 18 mars, les partis de cette coalition ont réaffirmé vouloir doubler la production électrique du pays d’ici à 2045. Pour y parvenir, la Suède envisage la construction controversée de l’équivalent de dix réacteurs nucléaires, parallèlement à une hausse de la capacité solaire et éolienne, « **pour que la Suède soit plus riche et plus verte** », promet la ministre des Finances Elisabeth Svantesson.

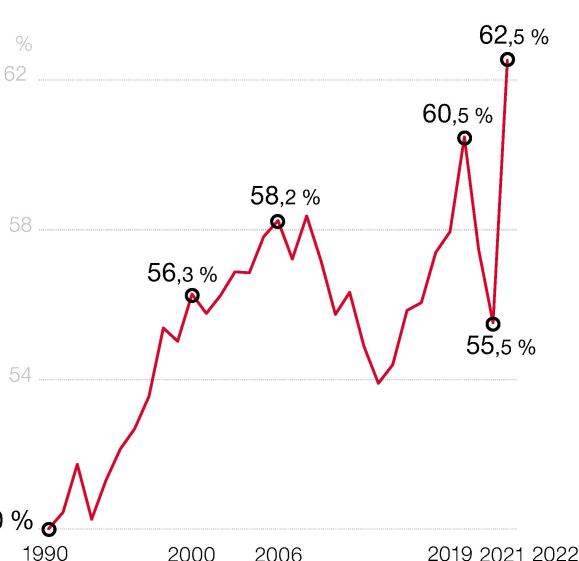
Nicolas LEE.

Part des énergies renouvelables dans quelques pays de l’Union européenne



Énergies renouvelables à Thouars, dans les Deux-Sèvres.

Part de l’énergie importée depuis l’extérieur de l’UE



Évolution du prix de l’électricité pour les ménages (taxes comprises)

en euro par kilowattheure		2007 (2 ^e sem.)	2023 (1 ^{er} semestre)
Moyenne UE à 27		0,15	0,29
Belgique		0,17	0,44
Allemagne		0,21	0,41
Espagne		0,14	0,18
 France		0,12	0,23
Italie	Pas de données		0,38
Autriche		0,17	0,27
Portugal		0,16	0,21
Suède		0,16	0,27

Source : Eurostat. Photo : F. Dubray, Infographie : Ouest-France.